

Ambassade de France en Afrique du Sud  
Service économique régional de Pretoria

Affaire suivie par A. Moisson (contributions : P. Autier, A. Bouilloux-Lafont)  
Visa : T. Dornon

## AFRIQUE AUSTRALE

### L'appétit nouveau des monarchies du Golfe pour l'Afrique australe

*Dans le cadre de leurs stratégies nationales de développement<sup>i</sup>, les principaux pays du Golfe (Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis et Qatar) présentent de fortes ambitions pour diversifier leurs économies et se positionner sur les nouvelles industries vertes. Leur vision implique d'abord de sécuriser leurs approvisionnements en minéraux critiques via des prises de participation et des contrats d'approvisionnement en Afrique australe. Cette stratégie s'accompagne également d'investissements massifs dans les infrastructures énergétiques et logistiques. En parallèle, ces pays continuent de miser sur de nouveaux projets d'extraction d'hydrocarbures dans la région afin de garantir les revenus futurs nécessaires aux nouveaux investissements.*

### Les investisseurs du Golfe se joignent à la ruée vers les ressources minières de la région

Ayant peu d'expérience dans l'exploration et l'opération minière, les fonds du Golfe apportent leur puissance financière pour soutenir le développement de capacités des mines existantes. Dans l'ensemble la région, ces derniers financent l'augmentation des capacités d'extraction de minéraux critiques nécessaires à la transition énergétique. Alors qu'aucune entreprise minière française n'est active dans la région, ces investissements sont souvent menés en partenariat avec des acteurs établis (Canada, Inde, Afrique du Sud...) et représentent une alternative aux chaînes d'approvisionnement contrôlées exclusivement par des acteurs chinois.

Ces investissements sont particuliers visibles en Zambie, dont le secteur minier était historiquement dominé par un « Big Four » et des acteurs chinois<sup>ii</sup>. Alors que le gouvernement zambien ambitionne d'atteindre une production de 3 Mt de cuivre par an d'ici 2031<sup>iii</sup>, les investisseurs émiratis et saoudiens<sup>iv</sup> ont affiché leurs ambitions pour prendre position dans le secteur. En mars 2024, le fonds souverain d'Abu Dhabi International Resources Holding RSC Ltd (IRH)<sup>v</sup>, via sa filiale Delta Mining Limited (Delta), a acquis une participation majoritaire (51%) dans la mine de Mopani (73 000 tonnes en 2022) pour 1,1 Md USD dans le cadre d'un arrangement avec l'ancien actionnaire Glencore<sup>vi</sup>. Le fonds serait également intéressé par l'acquisition de la mine de Lubambe (15 000 tonnes en 2023) bien que le groupe chinois JCHX semble actuellement mieux positionné. En revanche, IRH a annoncé en juillet sa décision d'abandonner son projet de reprise de la mine de Konkola (KCM) auprès du groupe indien Vedanta<sup>vii</sup>. En outre, la compagnie minière saoudienne Manara Minerals serait en discussion avec First Quantum Minerals pour prendre une participation de 15 à 20% dans les mines de Kansanshi (135 000 tonnes en 2023) et Sentinel (214 000 tonnes en 2023) exploitées par le groupe canadien, contre un investissement de 1,5 à 2 Mds USD qui permettrait de financer une augmentation des capacités de production.

Plus largement, les investisseurs du Moyen-Orient<sup>viii</sup> restent à l'affût d'acquisitions stratégiques. Certains seraient intéressés par le rachat de De Beers<sup>ix</sup>. La filiale d'Anglo American, officiellement à vendre, domine le secteur diamantaire dans la région et joue un rôle crucial dans l'économie du Botswana et dans une moindre mesure de la Namibie et de l'Angola. Par ailleurs, le groupe saoudien Zahid Group serait en discussions pour acquérir Barloworld, qui est notamment le distributeur des engins Caterpillar, omniprésents dans le secteur minier en Afrique australe<sup>x</sup>.

### Des prises d'intérêts sur l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures

Les ressources financières des pays du Golfe permettent de soutenir les investissements des majeurs pétrolières en Afrique australe. En Namibie, Qatar Energy (QE) est le principal partenaire de TotalEnergies (45,25%) via ses parts (35,25%) dans l'exploration des blocs 2912 et 2913B<sup>xi</sup>, un projet qui concentre 30% (300 M EUR) du budget mondial d'exploration du groupe français en 2024. Outre le projet de TotalEnergies, QE (40%) est également partenaire de Shell (40%) et Namcor (20%) pour l'exploration de la zone Graff. Les autres découvertes au large de la Namibie pourraient offrir des opportunités pour les pays du Golfe<sup>xii</sup>. Du côté sud-africain du bassin de l'Orange, QE dispose également d'une participation (24%) dans le projet exploratoire des blocs 3B/4B dans le cadre d'un consortium mené par TotalEnergies (33%)<sup>xiii</sup>. Au Mozambique, c'est Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) qui a acquis en mai 2024 10% des activités de Galp<sup>xiv</sup> dans le gaz, pour 650 M USD.

Ces pays investissent également en aval de la chaîne de valeur, des segments progressivement délaissés par les investisseurs occidentaux. Il n'en demeure pas moins qu'en investissant ainsi en Afrique, les pays du Golfe remettent en cause les efforts mondiaux pour lutter contre le changement climatique, tout en finançant la décarbonation de leurs propres économies. En avril 2024, DP World a ainsi racheté la majorité de la branche transport de BP en Afrique du Sud, comprenant notamment des hubs logistiques de transport de carburant à Cape Town, Johannesburg, Pretoria et Rustenburg. De même, Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) et Saudi Aramco seraient positionnés pour la reprise

des actifs de Shell en aval des chaînes de valeur (raffinage, transport et distribution) d'une valeur totale estimée à environ 800 M USD<sup>xv</sup>. En 2023, ADNOC avait également repris l'entreprise australienne OMV, dont la filiale sud-africaine Borealis est spécialisée dans la production et la commercialisation de dérivés pétroliers. Par ailleurs, les investisseurs émiratis seraient intéressés par les projets de centrales à gaz (*gas to power*) et les infrastructures de stockage de gaz naturel liquéfié à Richards Bay (Afrique du Sud).

## Une stratégie d'acquisitions foncières controversée

Dépendants respectivement à 90 et 80% des importations de nourriture, l'Arabie Saoudite et les EAU misent sur la proximité du continent africain pour sécuriser ces approvisionnements agricoles. En juillet 2023, une coentreprise entre Dubai Investments et E20 Investment (Abu Dhabi) a annoncé le développement d'un projet agricole de 3750 Ha en Angola pour la production de riz et d'avocats. Au Zimbabwe, une coentreprise saoudienne (SALIC) explore des opportunités dans l'élevage bovin.

L'acquisition foncière peut également servir à compenser le bilan carbone de ces pays à fortes émissions. En octobre 2023, le fonds Global Carbon Investments (GCI) a ainsi signé un MoU pour sanctuariser 20% de la surface terrestre du Zimbabwe (7,5 M Ha) afin de développer des programmes de compensation carbone contre 1,5 Md USD de financements climat. En février 2023, un MoU a été signé entre la Zambie et les EAU pour également développer ce type de partenariats dans le pays.

## Des investissements pour le développement et le contrôle des infrastructures énergétiques et logistiques

Les groupes saoudiens et émiratis se positionnent parmi les leaders d'un marché des énergies vertes en pleine expansion. Le groupe saoudien ACWA présente ainsi de fortes ambitions en Afrique du Sud<sup>xvi</sup> où il s'est engagé à investir 10 Mds USD au cours de la prochaine décennie. Son projet-phare consiste en une centrale photovoltaïque couplée à système de stockage par batteries<sup>xvii</sup>. Côté émirati, AMEA Power a signé en avril 2024 un contrat d'achat d'électricité (PPA) de 20 ans avec Eskom pour le projet solaire photovoltaïque de Doornhoek (Mpumalanga- 120 MW), un projet estimé à 120 M USD<sup>xviii</sup>. AMEA développe est également présent au Mozambique (60 MW solaire + 60 MW éolien), en Zambie (150 MW solaire), au Malawi (50 MW solaire+ stockage) et en Angola (150 MW solaire + 1 GW pour la production d'hydrogène vert). Enfin, le groupe émirati Masdar<sup>xix</sup> développe un projet solaire de 2 000 MW (2 Mds USD d'investissement) pour le compte de l'électricien zambien ZESCO. Au-delà de la production, les investisseurs du Golfe s'intéressent également au développement du transport d'électricité, comme le démontre l'investissement de Ducab Group (Dubai), en coopération avec le marocain Somagec, pour construire 400 km (22 kV) en Angola. Dans ce secteur, les ambitions des investisseurs du Golfe concurrencent directement les entreprises françaises (EDF, TotalEnergies, Engie...)<sup>xx</sup>.

Les groupes émiratis se positionnent pour contrôler les corridors logistiques. A Luanda, les deux géants émiratis DP World et Abu Dhabi Ports (ADP) ont investi respectivement 190 M USD (2021) et 251 M USD<sup>xxi</sup> (2024) pour développer chacun leur terminal multiusage en échange d'une concession de 20 ans. Surtout, un consortium mené par DP World a annoncé en janvier 2024 un investissement de 1,9 Md USD, dont 600 M USD d'ici 2027, pour développer les capacités portuaires de Maputo, en échange d'une concession étendue jusqu'en 2058<sup>xxii</sup>. Depuis 2021, groupe dubaïote opère le port sec de Komatipoort, plateforme multimodale stratégique à la frontière mozambico-sud-africaine et opère une ligne de fret ferroviaire entre Maputo et Harare. Le groupe s'intéresserait également à la concession du port en eaux profondes de Nacala (Mozambique) et 'était également positionné à Durban et Richards Bay (Afrique du Sud). En 2022, l'acquisition de la société Imperial, leader sud-africain du transport routier, a illustré le projet d'intégration verticale du groupe dans le secteur. Toujours en Afrique du Sud, IRH a signé en septembre 2024 un protocole d'entente (MoU) avec le fonds de pension étatique Public Investment Corporation (PIC), ouvrant la voie à des investissements dans les domaines du ferroviaire et des énergies vertes. Là encore, les prises de positions des pays du Golfe peuvent être, selon les cas, complémentaires ou concurrentes des stratégies des leaders français du secteur (CMA CGM et Africa Global Logistics).

Les compagnies du Golfe disposent également d'une situation dominante dans le secteur aérien. Qatar Airways (QA) opère actuellement 21 liaisons aériennes hebdomadaires entre Doha et Johannesburg (10 pour Cape Town, 7 pour Maputo, 4 pour Durban...). La compagnie qatarie est ainsi la première compagnie étrangère en Afrique australe, ayant acquis 25% d'Airlink, nouveau leader austral<sup>xxiii</sup>. De son côté, Etihad dessert Johannesburg tandis qu'Emirates se positionne comme la compagnie internationale avec le plus grand nombre de liaisons avec l'Afrique du Sud (42 liaisons avec vols journaliers pour Johannesburg, Le Cap et Durban) et vole également pour Luanda et Maputo. En profitant de leur rôle central dans la connectivité de la région avec l'Asie, les investisseurs du Golfe renforcent également leurs intérêts dans le secteur du tourisme<sup>xxiv</sup>, autre relais de croissance de leurs économies.

Cette stratégie d'investissement se double d'un renforcement de l'activisme diplomatique avec des pays comme l'Afrique du Sud<sup>xxv</sup>, la Namibie<sup>xxvi</sup> ou l'Angola<sup>xxvii</sup>. Certaines sources (Emirates Leaks) indiquent par ailleurs que les EAU auraient proposé, au printemps 2024, d'augmenter leurs investissements en Afrique du Sud en échange du retrait par cette dernière de sa plainte contre Israël à la Cour de Internationale de Justice (CIJ), offre qui aurait été déclinée par la partie sud-africaine. A noter que c'est justement le conflit au Proche-Orient qui a renforcé le caractère stratégique de la route maritime au large du Cap de Bonne Espérance (+50% de trafic en g.a au T1 2024) au détriment du canal de Suez (-70%), route historique des exportations d'hydrocarbures du Golfe.



<sup>i</sup> Vision 2030 pour l'Arabie Saoudite, UAE 2031 et Qatar National Vision 2030

<sup>ii</sup> Barrick Gold Corporation (Canada), First Quantum Minerals (Canada), Glencore (Suisse), Vendanta (Inde), China Non Ferrous Metal (Chine) et Jinchuan Group (Chine).

<sup>iii</sup> En 2023, la production nationale n'atteignait que 700 000 tonnes. Cet objectif semble donc extrêmement ambitieux, voire irréaliste selon la plupart des experts. Un objectif intermédiaire a été fixé à 1 Mt pour 2027.

---

<sup>iv</sup> En octobre 2024, une délégation d'entreprises saoudiennes, menée par le sous-secrétaire du ministère des ressources minières a été reçue par le Président Hakainde Hichilema.

<sup>v</sup> En Afrique du Sud, IRH a également indiqué sa volonté d'investir pour réhabiliter des actifs miniers sous-performant, sans donner plus de détails.

<sup>vi</sup> IRH s'est engagé à investir 620 M USD en capital, 96 M USD pour éponger les dettes restantes envers les investisseurs et 396 M USD supplémentaires pour rembourser des prêts consentis aux anciens actionnaires. La holding nationale zambienne ZCCM reste actionnaire minoritaire à 49%.

<sup>vii</sup> Actionnaire à 80% de KCM, Vedanta aurait souhaité vendre seulement 30% des actifs à IRH à un prix supérieur afin de mobiliser des fonds qui auraient permis d'augmenter la production de cuivre à 200 000 tonnes de cuivre par an au cours des trois prochaines années. Cette divergence sur le montant de l'offre et la participation d'IRH à KCM aurait donc abouti à l'annulation de l'opération malgré le soutien du gouvernement zambien.

<sup>viii</sup> Il convient enfin de rappeler le rôle de la place de Dubaï, premier hub d'exportation de la plupart des diamants extraits en Afrique australe.

<sup>ix</sup> Le groupe sud-africain (côté à Londres) Anglo American a exprimé sa volonté de céder ses 85% de participations dans le groupe. Le gouvernement botswanais, qui tarde à formaliser la renégociation de son partenariat avec De Beers, se serait également positionné pour augmenter sa part d'actionnariat (actuellement 15%) dans l'entreprise.

<sup>x</sup> La valeur du groupe serait estimée à 16,4 Mds ZAR (860 M EUR). Via sa filiale Zahid Tractor and Heavy Machinery Co, le groupe saoudien contrôlerait déjà 18,9% de l'actionnariat de Barloworld.

<sup>xi</sup> En février 2022, TotalEnergies a fait une découverte au large de la Namibie gisement : il s'agit du gisement Venus (8 215 km<sup>2</sup>), situé à 350 km des côtes (ZEE Namibie) au large du bassin de l'Orange. Le forage, principalement pétrolier, est situé à 3km sous le niveau de la mer, et 3,5km sous le plancher océanique. Il s'agit donc d'un projet « frontière » au niveau technique pour le groupe. Outre Qatar Energy, les autres actionnaires sont Impact Oil & Gas (9,5%) et Namcor (10%).

<sup>xii</sup> Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC), de même que plusieurs majeures pétrolières, aurait initié des négociations avec Galp pour acquérir jusqu'à 50% de participation dans ses [projets](#) d'exploration off-shore en Namibie.

<sup>xiii</sup> Le groupe qatari disposait également d'une part dans les projets gaziers des blocs 11B/12B, au large de Mossel Bay (Western Cape). Suite au retrait annoncé de TotalEnergies, le consortium est à la recherche de nouveaux investisseurs éventuels.

<sup>xiv</sup> Cela correspond donc à 10% des mégaprojets Coral Sur (entré en production en 2022) et Coral Norte, opérés par ENI, et Rovuma LNG opéré par ExxonMobil.

<sup>xv</sup> Parmi les autres investisseurs intéressés, Bloomberg cite notamment les géants du trading Glencore et Trafigura (via sa filiale Puma Energy), ou encore le leader pétrochimique sud-africain Sasol.

<sup>xvi</sup> Saudi Arabia's investment in the country amounts to \$1.6 billion and it's the largest investor in the country's renewable-energy sector, according to the South African government's news agency.

<sup>xvii</sup> En développement depuis 2015, ce projet mobiliserait près de mobilisant 800 MUSD.

<sup>xviii</sup> En parallèle, AMEA a signé en 2023 un PPA avec la société de trading d'électricité GreenCo pour 85 MW liés à une ferme solaire dans la province du North West.

<sup>xix</sup> En Angola, Masdar est également impliqué dans un projet photovoltaïque plus mineur (150 MW), à Quipungo (province de Huila) sous forme de concession en BOT.

<sup>xx</sup> Selon le gouvernement sud-africain, l'Arabie Saoudite serait ainsi le premier investisseur (1,6Md USD) dans le pays dans le domaine des énergies renouvelables.

<sup>xxi</sup> L'investissement d'ADP pourrait augmenter jusqu'à 379 M USD dans le cadre d'une éventuelle seconde phase.

<sup>xxii</sup> Cet accord prévoit l'augmentation de la capacité portuaire de 37 Mt à 54 Mt par an. Il inclut également l'extension d'un terminal charbonnier à Matola, près de Maputo, qui passera de 7,5 Mt à 18 Mt par an.

<sup>xxiii</sup> En juin 2022, QA a signé un accord avec la compagnie Air Link, nouvel entrant désormais leader sur le marché régional en Afrique australe, permettant d'assurer les interconnexions entre les vols des deux compagnies. L'offre combinée permet ainsi de desservir près de 45 destinations sur 12 pays de la région Afrique australe. Des vols existent également avec l'Angola, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe. En 2024, QA a pris une participation de 25% dans AirLink.

<sup>xxiv</sup> C'est un partenariat franco-qatari (Kasada) qui porte le développement du groupe Accor en Afrique australe.

<sup>xxv</sup> Le 15 octobre 2024, s'est tenu à Johannesburg un forum d'affaires entre l'Arabie Saoudite et l'Afrique du Sud, en présence notamment du Ministre du commerce, de l'industrie et de la concurrence sud-africain. Les deux pays, désormais tous deux membres des BRICS, se sont engagés à définir prochainement un plan d'action pour renforcer leurs échanges commerciaux et d'investissement. Cette relation économique est formalisée dans le cadre d'une commission économique mixte et d'un conseil d'affaires bilatéral. Celui-ci est structuré

---

autour de cinq groupes de travail, illustrant les priorités de la relation économique bilatérale : énergie, tourisme & loisir, mines, santé et agriculture & agroalimentaire.

<sup>xxvi</sup> En juin 2024, le Qatar Fund for Development a livré 44 tonnes d'aide humanitaire à la Namibie en réponse à la sécheresse causée par le phénomène climatique El Nino. En 2024, la Namibie est entrée en discussions pour rejoindre l'OPEP, organisation que l'Angola avait quittée fin 2023. L'Arabie Saoudite devrait prochainement ouvrir une ambassade à Windhoek.

<sup>xxvii</sup> Traité bilatéral de protection des investissements EAU / Angola en vigueur depuis 2021